Ce document a été mis en ligne par l'organisme FormaV®.

Toute reproduction, représentation ou diffusion, même partielle, sans autorisation préalable, est strictement interdite.

Pour consulter tous nos sujets d'annales et corrigés du Bac Général LLCER + SES, veuillez visiter :
bac-llcer-ses.fr/annales-sujets-et-corriges

BACCALAUREAT GENERAL
SESSION 2021
ENSEIGNEMENT DE SPECIALITE
SCIENCES ECONOMIQUES ET SOCIALES

DISSERTATION S'APPUYANT SUR UN DOSSIER DOCUMENTAIRE
PROPOSITION DE CORRIGÉ

Sujet : Quel est le rôle du progrès technique dans le processus de croissance économique ?

Programme officiel :

Science économique

Questionnement	Objectifs d'apprentissage
Quels sont les sources et les défis de la croissance économique ?	- Comprendre le processus de croissance économique et les sources de la croissance : accumulation des facteurs et accroissement de la productivité globale des facteurs ; comprendre le lien entre le progrès technique et l'accroissement de la productivité globale des facteurs. - Comprendre que le progrès technique est endogène et qu'il résulte en particulier de l'innovation. - Savoir que l'innovation s'accompagne d'un processus de destruction créatrice.

Exploitation possible des documents :

Document 1	– Le document 1 montre la décomposition de la croissance entre les facteurs de production capital et travail, et la part de la croissance attribuée à la PGF, assimilée aux effets du progrès technique. – On observe particulièrement que les pays ayant un rythme de croissance relativement faible (France, Japon et Royaume uni) ont une contribution de la PGF très modeste. *A contrario*, la Corée tire sa croissance d'une contribution plus importante de sa PGF. – En tendance, la contribution de la PGF semble moins importante au fil des années pour l'ensemble des pays observés : le progrès technique s'estompe, ce qui peut être une explication du ralentissement de la croissance. – Le progrès technique et son caractère endogène, déterminant l'accroissement de la productivité globale des facteurs, jouent donc bien un rôle essentiel dans la croissance.
Document 2	– L'industrie musicale a connu plusieurs innovations récentes, qui modifient rapidement ses structures de marché : chute des ventes de supports physiques, essor des ventes digitales puis effondrement, développement actuellement rapide du streaming légal… – L'innovation peut donc s'accompagner d'un processus de destruction créatrice, que l'on observe bien avec les variations de revenus par formes de diffusion entre 2001 et 2019. – Ces revenus sont une composante de la croissance économique.

Document 3	– Ce document montre l'accroissement des dépenses de financement nécessaire pour le développement d'un produit nouveau ou d'une entreprise en amorçage, en France sur la période récente. – Ce document peut donc permettre de montrer le caractère endogène, volontairement entretenu, d'un progrès technique qui résulte en particulier d'une innovation qu'il aura fallu financer en amont.
Document 4	– Les dépenses de recherche et développement représentent une part relativement constante du PIB en France. – Si les dépenses des administrations publiques sont en proportion un peu moins fortes (passant de 39 à 34,7% sur la période), elles restent relativement importantes. Les entreprises exécutent la majeure partie des dépenses de recherche et développement. – Ces dépenses participent bien évidemment à un progrès technique endogène, qui tire la croissance économique.

Problématique possible :

Si on observe la décomposition de la croissance de la plupart des pays, le moteur qu'est la productivité globale des facteurs (PGF) reste l'une des plus importantes explications de l'augmentation des PIB. Cette PGF est généralement associé à l'effet du progrès technique, au sens large.
Se pose donc la question d'identifier l'apport réel du progrès technique à la croissance, et son caractère endogène par une somme de décisions d'acteurs publics et privés.

Proposition de plan détaillé :

I) le progrès technique est une composante essentielle de la croissance.	**II) Le progrès technique est endogène, favorisant ainsi le caractère cumulatif de la croissance.**
A) Il y a un lien entre progrès technique et accroissement de la productivité globale des facteurs.	**A) Le progrès technique résulte des décisions d'investissement en R&D et des innovations qui en découlent.**
• L'efficacité d'une entreprise ou d'une nation sera d'autant plus grande qu'elle produira une quantité donnée supplémentaire avec autant de facteurs de production (capital et travail). La croissance s'explique donc avant tout par l'efficacité de ces facteurs, c'est à dire leur productivité. La productivité est bien une mesure de l'efficacité du système productif (document 1). • Il est difficile de déterminer une origine certaine et unique à un gain de productivité des ou d'un facteur de production. On considère alors que la PGF mesure principalement l'effet	• A l'origine des innovations, il y a bien souvent une décision des acteurs économiques. Ces innovations sont à la source du progrès technique. • Les structures de l'économie et l'action de l'Etat (financer la recherche et développement, garantir les droits de propriétés, sécuriser les brevets…) peuvent ainsi favoriser ce progrès technique endogène, tout comme des décisions individuelles (se former, acheter du capital technique plus performant…). • Ces décisions d'acteurs sont notamment visibles dans le document 4 et le document 3.

progrès technique au sens large, dont les déterminants sont essentiellement l'innovation et les progrès organisationnels des firmes.	
B) La productivité globale des facteurs est déterminante dans le processus de croissance.	**B) Le progrès technique a un effet d'entrainement sur la croissance économique.**
• La contribution des deux facteurs de production à la croissance ne suffit généralement pas à expliquer la totalité de la croissance du PIB : la productivité globale des facteurs est ainsi une composante importante de la croissance. • Cette PGF détermine largement le rythme de croissance des économies : une contribution faible de la PGF entraine une croissance faible et inversement (Document 1).	• Des innovations ont donné lieu à des révolutions technologiques entrainant une croissance de long terme. L'effet des innovations est parfois cependant plus ambigu : l'innovation s'accompagne aussi d'un mouvement de destruction créatrice, même lorsque de nouveaux marchés apparaissent (document 2). • Le progrès technique est alors créé et amélioré grâce aux « investissements » de chacun, au bénéfice de tous. En effet, lorsque l'on innove, on améliore non seulement sa propre productivité, mais l'on assure aussi une série d'effets bénéfiques pour toute la collectivité par des externalités positives. • Cela se traduit par une croissance économique, inscrite dans le temps long : les gains de productivité peuvent être partagés et réinvestis en faveur de la poursuite du processus de croissance.

Le corrigé proposé fournit des indications à destination des commissions académiques d'entente et d'harmonisation, mais il ne doit pas être considéré comme une norme.

ÉPREUVE COMPOSÉE A
PROPOSITION DE CORRIGÉ

Première partie : **Mobilisation des connaissances**

Question : Présentez un mécanisme montrant comment les politiques de soutien de la demande globale permettent de lutter contre le chômage. (4 points)

Science économique
Comment lutter contre le chômage ?

Réponse possible :

- Le chômage conjoncturel est la composante du chômage causée par une insuffisance de l'activité économique. Des politiques de soutien de la demande globale permettent de lutter contre cette forme de chômage.
- Les politiques de soutien de la demande globale se définissent comme l'ensemble des mesures visant à relancer l'activité économique en soutenant la demande globale, c'est-à-dire l'ensemble des demandes de biens et services exprimés par les agents économiques à l'intérieur du pays (la consommation finale des ménages, l'investissement des entreprises, l'investissement public) et par les agents économiques extérieurs au pays (les exportations).
- Une forme de soutien de la demande globale peut passer par une politique budgétaire expansionniste. L'objectif d'une telle politique est de relancer l'activité économique en creusant (temporairement) les déficits publics, soit en augmentant les dépenses publiques, soit en réduisant les recettes fiscales, soit en opérant les deux simultanément.
- La politique monétaire de relance permet également de soutenir la demande globale, et donc de lutter contre le chômage conjoncturel. Une baisse des taux d'intérêt directeurs par la banque centrale permet de relancer l'activité économique en favorisant notamment l'investissement et la consommation, deux composantes de la demande globale.

Deuxième partie (6 points) : **Étude d'un document**
Science économique
Comprendre le commerce entre pays comparables (différenciation des produits, qualité des produits, et fragmentation de la chaîne de valeur).

Question 1 : Comparez les échanges commerciaux d'importation et d'exportation des filières sidérurgiques et électroniques en Allemagne. (*2 points*)

Réponse possible :
Pour l'Allemagne, 52,8% des échanges internationaux du secteur sidérurgique s'explique par un commerce interbranche, c'est-à-dire un échange de produits différents (en gamme et en qualité) au sein de la filière, sur la période 2015-2017 ; contre 32% pour le secteur électronique. Cette différence de 20,8 points montre que d'un secteur à l'autre, les motifs de l'échange peuvent être différent : le secteur électronique se centre majoritairement sur un échange de type intrabranche à 68%, le secteur sidérurgique reste marqué par un échange plus classique interbranche.
Ensuite, la décomposition interne du commerce intrabranche diffère selon les deux secteurs étudiés. Le secteur électronique connait d'abord un commerce intrabranche lié à des différences de qualité, au sein d'une même gamme de produit : 55,2% des échanges se font entre produits ayant des prix différents, le commerce de produits différenciés mais comparables en prix ne pesant que 10,7% du total des échanges manufacturiers du secteur. La sidérurgie a une structure des échanges intrabranches plus équilibrée, entre effet de qualité et effet de variété : il n'y a que 9,8% d'écarts entre les deux formes de commerce intrabranche mentionné par le CEPII.

Question 2 : A l'aide du document et de vos connaissances, montrez que la différenciation des produits est une explication du commerce entre pays comparables. (*4 points*)

Réponse possible :
Le commerce international ne se limite pas à des échanges de biens et services différents, fondés sur des avantages absolus ou comparatifs. Pour les pays à niveau de développement comparable (en termes de niveaux de revenus, de dotations factorielles, de capacité technologique, etc.), le commerce intrabranche s'explique alors bien souvent par des formes de différenciation de produits.
Cette différenciation des produits échangés entre partenaires commerciaux est d'abord verticale, c'est-à-dire avec des produits similaires - par exemple des véhicules -, mais de gamme ou de qualité différente -certains véhicules allemands étant « haut de gamme », et donc plus chers. Cette explication est particulièrement robuste pour comprendre les flux commerciaux avec l'Allemagne, d'après le CEPII : entre 2015 et 2017, en moyenne 41,6 % des échanges de la filière véhicule sont liés à un commerce intrabranche fondé sur ces différences de prix et donc de qualité. Bien évidemment, des constats comparables peuvent être faits pour d'autres filières (le secteur électrique avec 56,5 % d'échanges croisés s'expliquant par un commerce intrabranche avec différence de qualité, la filière textile, etc.). Cette première forme de différenciation peut être liée à la compétitivité hors prix des pays par exemple.
La seconde forme de différenciation peut être qualifiée d'horizontale, c'est-à-dire avec des produits similaires et de gamme comparable, au prix d'échange relativement proche. C'est le cas par exemple lorsque l'on échange du mobilier entre la France et l'Italie pour équiper les logements, ou du textile dans le cas allemand : 18,3 % des

échanges de la filière reposent sur un commerce intrabranche avec différence de variété, en moyenne sur la période. Cet échange intrabranche est en général associé au goût pour la variété des consommateurs, qui expriment des préférences hétérogènes en matière de design, d'agrément ou de fonctionnalité des produits.

Troisième partie : **Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire (10 points)**

Sujet : À l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez que l'approche en termes de classes sociales peut être remise en cause pour rendre compte de la société française actuelle.

Programme officiel :
Sociologie et science politique

Questionnement	Objectifs d'apprentissage
Comment est structurée la société française actuelle ?	Connaître les théories des classes et de la stratification sociale dans la tradition sociologique (Marx, Weber) ; comprendre que la pertinence d'une approche en termes de classes sociales pour rendre compte de la société française fait l'objet de débats théoriques et statistiques : évolution des distances inter- et intra-classes, articulation avec les rapports sociaux de genre, identifications subjectives à un groupe social, multiplication des facteurs d'individualisation.

Exploitation possible des documents :

Document 1	Convergence des taux d'équipement des ménages en micro-ordinateur selon le groupe socioprofessionnel => diminution de la distance inter-classes. En effet, 10% des ménages ouvriers étaient équipés en micro-ordinateur en 1996 contre environ 47% des ménages CPIS soit un écart de 37 points de pourcentage. En 2016, l'écart n'est plus que 12 points (environ 87% des ménages ouvriers contre 99% des ménages CPIS).
Document 2	Polarisation du GSP « professions intermédiaires » tant sur le plan objectif (« D'un côté, on trouve les professions de la santé, du social et de l'enseignement, qui sont les plus diplômées, les plus féminisées, et dont les origines sociales sont les plus élevées. De l'autre, se situent les contremaîtres, catégorie moins diplômée, plus masculine et d'origine plus populaire. ») que subjectif (sentiment d'appartenance : « D'un côté, les professeurs des écoles, instituteurs et assimilés, les professions intermédiaires de la santé et du travail social ont un sentiment d'appartenance à une classe sociale plus souvent orienté vers le « haut ». De l'autre, les techniciens, les contremaîtres et les agents de maîtrise se positionnent fortement vers le « bas ».) => existence de lignes de fracture au sein des GSP => distance intra-classe.
Document 3	La lecture des inégalités d'espérance de vie à travers le prisme des classes sociales et du sexe montre que s'il y a bien une forte inégalité d'espérance de vie entre les classes sociales (distance inter-classes), elle est encore plus forte si l'on associe le sexe à cette analyse et dépasse même le seul cadre des classes sociales. D'autres prismes d'analyse que celui des classes sociales sont donc à prendre en compte pour rendre compte de la société française actuelle.

Raisonnement possible :

Les approches traditionnelles des classes sociales au sens de Marx et de Weber peuvent être considérées comme moins opérantes aujourd'hui. Ainsi, le candidat pourra présenter une série d'arguments montrant que, à différents égards, l'approche en termes de classes sociales peut être remise en cause et notamment :

- Diminution de la distance inter-classe : baisse des inégalités économiques, rapprochement des modes de vie (document 1) => remise en cause des classes sociales au sens de Marx et de Weber.
- Distance intra-classe importante, notamment au sein des « classes moyennes » (document 2) voire augmentation de la distance intra-classe, particulièrement au sein de la classe ouvrière => remise en cause des classes sociales au sens de Marx.

- Diminution des identifications subjectives, particulièrement au sein des classes populaires et moyennes (document 2).
- Multiplication des facteurs d'individualisation qui remettent en question le sentiment d'appartenance à une classe sociale, notamment dans le monde du travail où la baisse du taux de syndicalisation s'associe à une individualisation des relations salariales ayant pour conséquence une diminution des combats collectifs.

- L'articulation de l'approche en termes de classes sociales avec les rapports sociaux de genre permet de rendre compte des inégalités de sexe qui structurent la société. D'autres critères tels que le sexe sont nécessaires pour rendre compte des inégalités présentes dans la société, entre les sexes mais aussi à l'intérieur de la catégorie « femmes » et de la catégorie « hommes ». (Document 3).

Le corrigé proposé fournit des indications à destination des commissions académiques d'entente et d'harmonisation, mais il ne doit pas être considéré comme une norme.

ÉPREUVE COMPOSÉE – SUJET B
PROPOSITION DE CORRIGÉ

Première partie : **Mobilisation des connaissances**

Question : Présentez deux évolutions de la structure socioprofessionnelle française depuis la seconde moitié du XX^{e} siècle. (4 points)

Sociologie et science politique
Comment est structurée la société française actuelle ?

Réponse possible :
Depuis la seconde moitié du XX^{e} siècle, les principales évolutions de la structure socioprofessionnelle sont la salarisation, la tertiarisation, l'élévation du niveau de qualification et la féminisation des emplois.

- La salarisation correspond à l'augmentation de la part des emplois salariés dans l'emploi total. La salarisation est mesurée par la part des salariés en emploi et par l'évolution de cette part.
  Le déclin de l'artisanat, de l'agriculture et des petits commerçants aboutit à la baisse du nombre d'emplois non salariés que l'on trouve au sein des PCS des indépendants (Agriculteurs exploitants et ACCE).
  L'emploi salarié s'est développé au sein de l'industrie après la seconde guerre mondiale puis, au sein du secteur tertiaire en plein essor, à partir des années 1960.

- La tertiarisation correspond à l'augmentation de la part des emplois du secteur tertiaire dans l'économie au détriment de la part des emplois du secteur primaire et du secteur secondaire : montée des activités de service aux entreprises et aux particuliers dans différents domaines, à partir des années 1960 ; Place de plus en plus importante occupée par les activités de service au sein des entreprises.

- L'élévation du niveau de qualification correspond à l'élévation de la qualification des emplois : montée des emplois qualifiés au sein du marché du travail (augmentation des groupes socioprofessionnels : professions intermédiaires et cadres et professions intellectuelles supérieures) et au sein des groupes socioprofessionnels, chefs d'entreprise et ouvriers/employés de plus en plus qualifiés.

- La féminisation des emplois correspond à la part des emplois occupés par des femmes. On assiste au développement de la création d'emplois dans le secteur tertiaire au sein des catégories socioprofessionnelles employés (vendeuses, aide soignantes) et professions intermédiaires (infirmières, professeurs des écoles). Ainsi, la part des femmes dans l'emploi total n'a cessé d'augmenter depuis les années 1960.

Deuxième partie (6 points) : **Étude d'un document**
Science économique
Quels sont les sources et les défis de la croissance économique ?

Question 1 : Comparez les données du document concernant la France et la Roumanie. (2 points)

Réponse possible :
Dans ce document, trois variables se référant aux sources et effets de la croissance économique, sont mises en évidence. La comparaison entre la France et la Roumanie permet d'observer que :
- La France consacrait en 2017 2,2% de son PIB à la dépense intérieure en recherche et développement (DIRD), contre seulement 0.5% pour la Roumanie.
- La Roumanie consacre deux fois moins de dépenses, relativement à son PIB, à l'éducation que la France : 5,4% du PIB était consacré aux dépenses d'éducation en France en 2016, face à seulement 2,6% pour la Roumanie.
- Dans ces deux pays, le niveau de vie mesuré par le PIB par habitant n'est pas le même : en France, il était supérieur de 4% à celui de la moyenne des européens de l'UE, tandis qu'en Roumanie, il était inférieur de 37%.

Question 2 : Montrez, à l'aide des données du document et de vos connaissances, le caractère endogène du progrès technique. (4 points)

Réponse possible :

La corrélation observée dans ce document entre les variables des investissements publics ou privés en éducation et en recherche d'une part, et celle du PIB par habitant d'autre part, illustre bien l'analyse du progrès technique comme un processus endogène.

- Le progrès technique est le fruit d'un ensemble d'innovations qui ne « tombent pas du ciel » et sont le résultat d'investissements dans différents domaines : l'éducation et la recherche notamment.
- Ces dépenses (le plus souvent publiques) d'éducation ou de recherche permettent d'accroître les capacités productives et alimentent donc le processus de croissance. Par exemple, la Finlande dépense beaucoup pour l'éducation (6,6% du PIB pour les dépenses publiques) et pour la Recherche et Développement, et son PIB par tête est aussi l'un des plus élevé relativement à l'Union européenne.
- La croissance économique pourra permettre de financer d'autres investissements en capital humain ou technologique. L'Allemagne a un PIB par habitant supérieur de 24% à celui de la moyenne européenne, et c'est aussi le pays où la part de la DIRD dans le PIB est la plus élevée : 3 %.
Le progrès technique résulte bien du processus de croissance et le stimule à son tour.

Troisième partie : **Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire (10 points)**

Sujet : À l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez que l'engagement politique peut prendre des formes variées.

Programme officiel :
Sociologie et science politique

Questionnement	Objectifs d'apprentissage
Comment expliquer l'engagement politique dans les sociétés démocratiques ?	Comprendre que l'engagement politique prend des formes variées (vote, militantisme, engagement associatif, consommation engagée).

Exploitation possible des documents :

Document 1	Ce document présente différentes formes d'engagement politique en dehors du vote. - On trouve l'engagement associatif avec une précision sur cette forme d'engagement associée à la défense d'intérêts ou au bénévolat ou encore à la vie de la commune. On trouve aussi l'engagement militant au sein d'un parti politique ou d'un syndicat. - Le bénévolat et l'engagement politique local au travers de la participation à des activités associatives sont les formes les plus développées avec respectivement 15% des réponses données pour chacune de ces formes d'engagement. - L'engagement militant au sein d'un parti ou d'un syndicat n'est que très peu pratiqué par les individus respectivement pour 2% et 7% des réponses données.
Document 2	Ce document montre l'évolution de l'engagement syndical des salariés de 1983 à 2013 par la fréquence de la participation aux activités syndicales. - Nous constatons que de 1983 à 1995, la moitié des salariés syndiqués participaient régulièrement aux activités syndicales et l'autre moitié, seulement de temps en temps et rarement ou jamais. - Après un pic de la participation régulière, entre 1998 et 2001, pour 60% d'entre eux, celle-ci ne cesse de baisser jusqu'à 30% seulement de salariés syndiqués qui participent régulièrement à des activités syndicales, en 2013. La proportion de ceux qui ne participent rarement ou jamais s'élèvent à 52%.
Document 3	Ce document nous montre une forme de l'engagement politique qui s'est développée récemment : la consommation engagée par le boycott ou le *buycott*. - La consommation engagée est une forme d'engagement politique individuel dont le but est de s'opposer au pouvoir des grandes entreprises en dénonçant leurs actions qui ne leur semblent pas morales ou éthiques.

	- Il s'agit de refuser d'acheter des produits pour défendre telle ou telle cause (animale, environnementale, de lutte contre le travail des enfants …) et/ou de se limiter aux achats des produits des entreprises ayant un comportement conforme à leurs valeurs.

Raisonnement possible :
L'engagement politique recoupe toutes les actions collectives ou individuelles, durables ou spontanées et courtes, à intensité et finalités variables qui ont pour but d'influencer les décisions politiques, d'orienter la vie politique dans un sens qui leur est favorable.
Les formes les plus classiques de l'engagement politique comme la participation électorale sont toujours perçues comme étant les plus efficaces pour influencer les décisions politiques prises par les pouvoirs publics. Le vote reste la forme d'engagement politique perçue comme la plus efficace par les citoyens dans les enquêtes d'opinion, encore aujourd'hui. En revanche, l'adhésion à un parti politique ou à un syndicat est peu fréquente (document 1) et le militantisme court et passager (participation rare à une manifestation, à une grève…) est de plus en plus présent (document 2 : courbe « rarement ou jamais »).

L'adhésion à une association et les pratiques bénévoles sont des pratiques d'engagement politique de plus en plus courantes. Les associations de défense d'intérêts interviennent dans l'espace public pour aider des personnes dans des situations vulnérables, défendre des causes humanitaires, sociales ou environnementales ou encore pour promouvoir des idées (lutte contre le racisme, le sexisme, l'homophobie…). Les pouvoirs publics mettent en place des politiques publiques en réponse à cet engagement associatif : ils subventionnent ces associations, créent de nouvelles lois… Cette forme de participation à la vie politique se professionnalise de plus en plus, les associations deviennent un acteur incontournable de la vie politique (document 1).

La consommation engagée via le boycott est une forme d'engagement politique qui se pratique de manière quotidienne et individuelle ou collective (membre d'un collectif de lutte contre…). Cette forme d'engagement vise essentiellement les entreprises qui ont un comportement non conforme aux valeurs des consommateurs. (document 3).

Copyright © 2027 FormaV®. Tous droits réservés.

FormaV® est une marque déposée auprès de l'INPI sous le numéro 5227897.

Ce document a été élaboré par FormaV® avec le plus grand soin afin d'accompagner chaque apprenant vers la réussite de ses examens. Son contenu (textes, graphiques, méthodologies, tableaux, exercices, concepts, mises en forme) constitue une œuvre protégée par le droit d'auteur.

Toute copie, partage, reproduction, diffusion ou mise à disposition, même partielle, gratuite ou payante, est strictement interdite sans accord préalable et écrit de FormaV®, conformément aux articles L.111-1 et suivants du Code de la propriété intellectuelle. Dans une logique anti-plagiat, FormaV® se réserve le droit de vérifier toute utilisation illicite, y compris sur les plateformes en ligne ou sites tiers.

En utilisant ce document, vous vous engagez à respecter ces règles et à préserver l'intégrité du travail fourni. La consultation de ce document est strictement personnelle.

Merci de respecter le travail accompli afin de permettre la création continue de ressources pédagogiques fiables et accessibles.